

## 1. Les revenus des ménages

Apprécié en moyenne annuelle, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages progresse encore fortement en 1982 : + 2.1 %, soit autant qu'en 1981 (+ 2.1 %). Mais ce chiffre doit beaucoup à l'acquis du début d'année ; une rupture très nette apparaît au milieu de 1982 : augmentation de 2.2 % au premier semestre, réduction de 2.1 % au second, conduisant à un pouvoir d'achat stable en glissement sur l'année..

L'examen des différentes composantes des revenus, qui fait apparaître une forte augmentation des revenus sociaux, une baisse du pouvoir d'achat des salaires nets et un accroissement de la pression fiscale directe montre que la progression d'ensemble recouvre de fortes disparités d'évolutions du pouvoir d'achat suivant les catégories sociales ou les situations individuelles et qu'on assiste à une nette contraction de l'éventail des revenus.

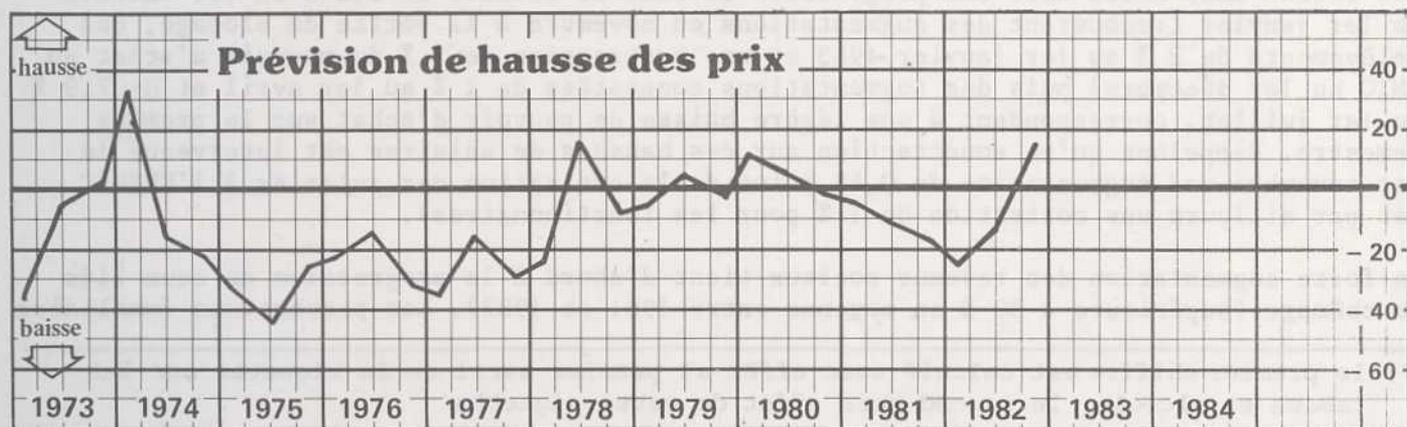
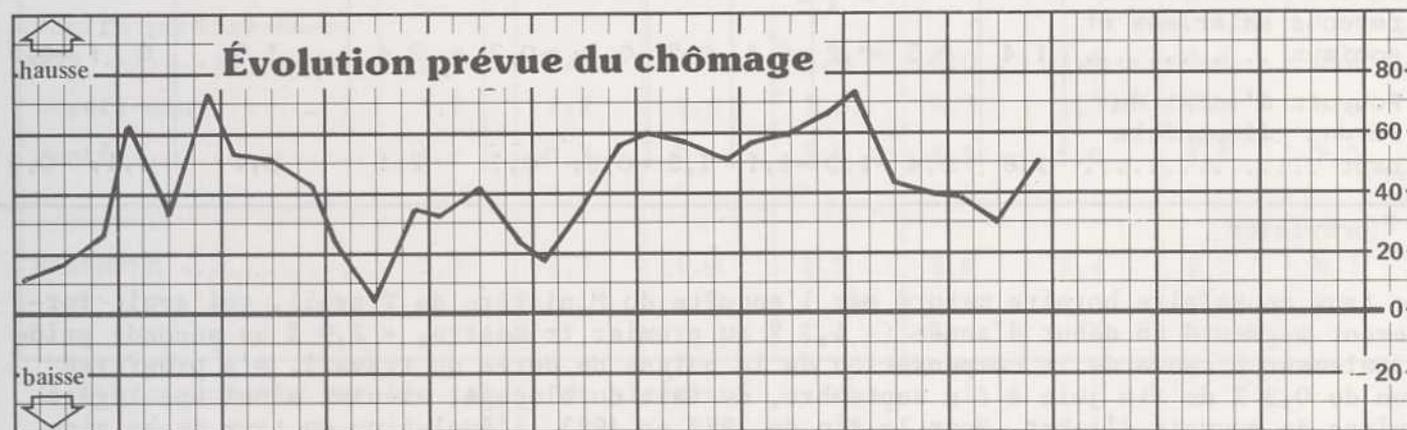
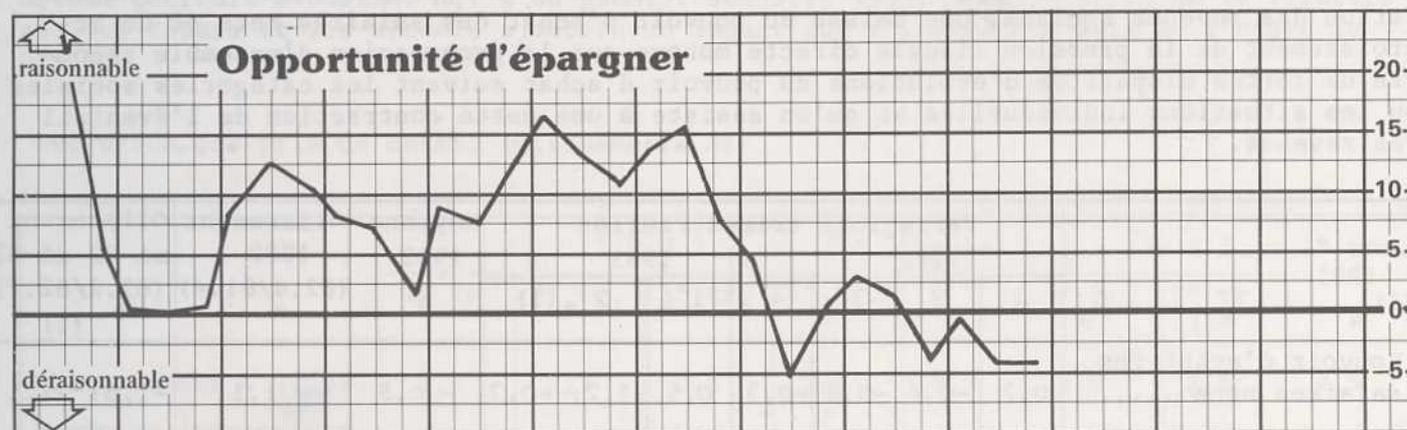
	Variations trimestrielles						Moyenne 1982 *	Glissement 1982 (82.4/81.4) *	Glissement mi-82 mi-83 (83.2/82.2) * (1)
	1982				1983				
	1	2	3	4 *	1 *	2 *(1)			
Pouvoir d'achat des salaires nets .....	0,2	-0,6	-0,6	-0,3	0,5	-1,2; -0,7	- 0,5	-- 1,3	-1,6; -1,1
Pouvoir d'achat des prestations sociales	3,1	1,3	0,3	1,5	0,6	0 ; 0,5	6,5	6,2	2,4; 2,9
Pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux .....	1,4	0,3	-0,2	0,4	0,5	-0,7; -0,2	2,4	1,9	0 ; +0,5
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut .....	1,8	0,4	-1,0	-1,1	1,8	-0,8; -0,3	2,1	0,1	-1,1; -0,6

\* prévision

Le taux de salaire horaire mesuré par l'enquête du Ministère du Travail, qui avait fortement augmenté en début d'année (+ 4,7 % au premier trimestre, + 2,9 % au second) principalement à cause de la compensation de la baisse de durée du travail, n'a progressé que de 0,3 % de fin juin à fin septembre, du fait du blocage, amenant ainsi une légère baisse de pouvoir d'achat. Pour la fin de 1982 et 1983, l'évolution du taux de salaire ne peut être prévue avec beaucoup de précision dans la mesure où très peu d'accords salariaux (cf. Chapitre II) ont été signés au moins à ce jour dans le secteur privé. Il a été retenu dans cette note une progression du taux de salaire de 3,8 % du 1er octobre au 1er janvier (recouvrant des augmentations en novembre à la sortie du blocage, des relèvements de 2 % au 1er janvier 1983 et une progression de 1 % du pouvoir d'achat du SMIC au 1er décembre) puis des augmentations constatées de 2 % au 1er avril et de 2,9 % au 1er juillet, correspondant à une légère baisse de pouvoir d'achat sur le premier semestre. Rappelons qu'en soustraction sur ces hausses de salaires est intervenue le 1er novembre une augmentation de 0,48 point de la cotisation des salariés à l'UNEDIC (et par ailleurs une cotisation de 1 % pour les fonctionnaires).

La forte augmentation des revenus sociaux tient d'abord à la progression de ceux liés au chômage (supérieure à 30 % en moyenne entre 1981 et 1982). Les prestations familiales

(1) le premier chiffre est calculé avec effet au premier avril de la vignette sur les tabacs et alcools, le second hors effet de cette vignette



ont également enregistré des revalorisations importantes : modification à compter du 1<sup>er</sup> février des taux d'allocation selon le rang des enfants (celui pour les familles de deux enfants passant de 25,5 % à 32 % de la base de calcul), augmentation au 1<sup>er</sup> juillet de 14,1 % du complément familial, de 6,7 % de la base mensuelle (une seconde étape de + 7,5 % étant prévue en janvier 1983), de 6,8 % de certaines composantes de l'allocation logement. Pour 1983, la principale mesure affectant l'évolution des revenus sociaux sera, outre le relèvement de barème au 1<sup>er</sup> janvier, l'ensemble des modifications des prestations pour le chômage devant aboutir à 10,5 milliards d'économies sur l'année.

Le prélèvement fiscal est particulièrement fort au second semestre (en raison notamment de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les grandes fortunes) puis s'allège ensuite début 1983 ; cette saisonnalité marquée du prélèvement explique le profil semestriel du revenu disponible, plus heurté que celui des revenus salariaux et sociaux.

La rupture dans l'évolution des revenus des ménages apparaît nettement quand on considère les glissements sur l'année allant de la mi-1982 à la mi-1983 : sur cette période, si le pouvoir d'achat des prestations sociales augmente encore, mais moins fortement que précédemment, le pouvoir d'achat des salaires diminue ; en conséquence, celui des revenus salariaux et sociaux stagne et celui du revenu disponible brut baisse.

## 2. Le comportement des ménages

Comment les ménages vont-ils réagir à cette nouvelle orientation des revenus ? Plusieurs arguments plaident en faveur d'une baisse du taux d'épargne. Les deux premiers tiennent à l'évolution de la structure des revenus :

- la réduction du pouvoir d'achat est d'abord due à l'accroissement exceptionnel des impôts au deuxième semestre 1982 ; celui-ci frappe les ménages à revenus moyens et élevés, qui disposent d'une épargne abondante sur laquelle ils prélèvent plus volontiers que sur leur consommation.

- l'évolution des revenus salariaux et sociaux est plus favorable aux seconds, qui sont généralement presque totalement consommés.

Le troisième argument est que l'ensemble des informations sur le logement vont dans le sens d'une réduction de l'épargne des ménages qui lui est consacré.

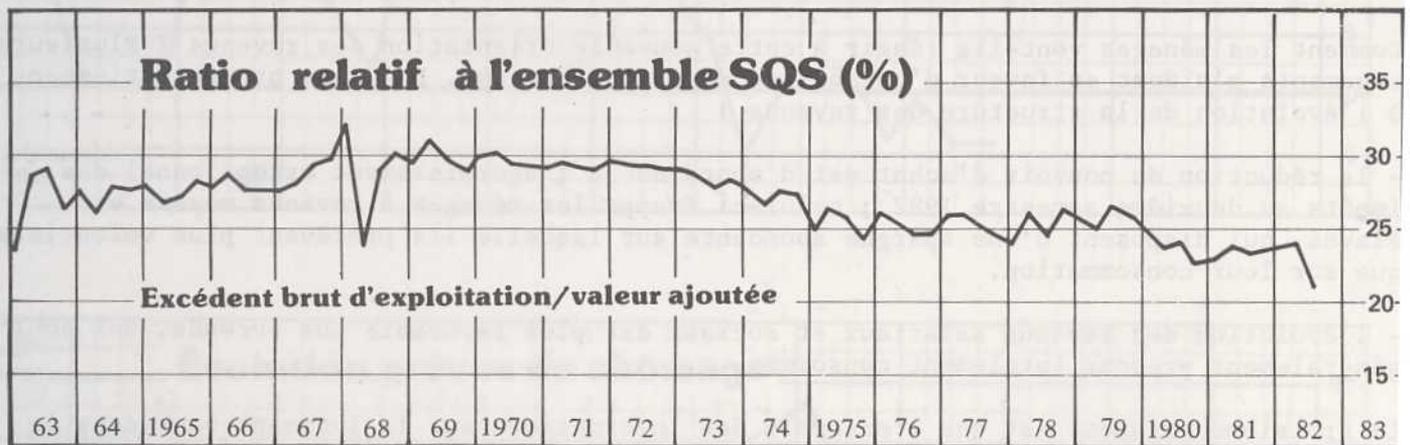
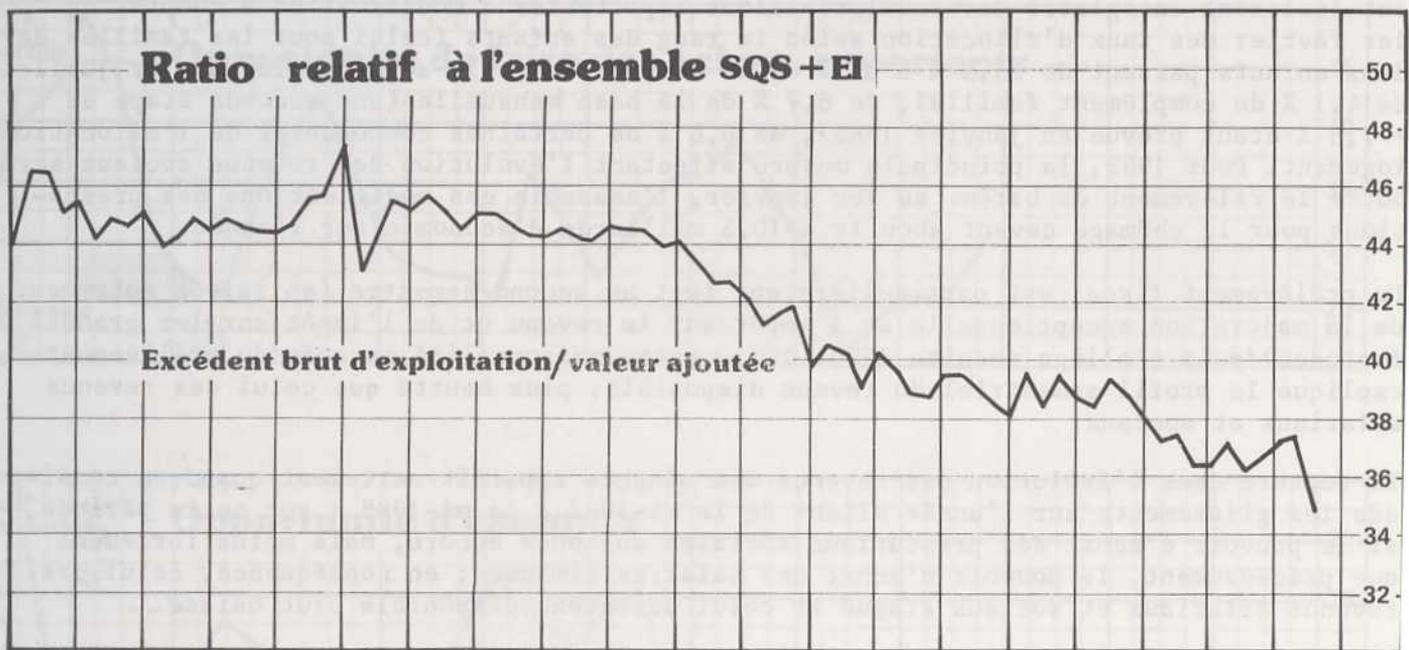
Les résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages réalisée fin octobre-début novembre confirment la tendance à la baisse du taux d'épargne : il est jugé opportun de faire des achats importants et peu raisonnable d'épargner (cf. graphique). Toutefois, ce jugement a pu être un peu influencé par l'anticipation d'une accélération de la hausse des prix ; par ailleurs le retour des ménages à une opinion moins favorable sur l'évolution future du chômage pourrait susciter la renaissance de quelque épargne de précaution.

Au total, le plus probable est quand même que l'infléchissement de la tendance des revenus ne se traduise que par un ralentissement de la croissance de la consommation et par une baisse de l'ordre de 2 points du taux d'épargne entre le deuxième trimestre 1982 (où son niveau est élevé) et le deuxième trimestre 1983 ; l'épargne financière serait nettement moins affectée.

	Moyenne 1981	1982				Moyenne 1982*	1983	
		1	2	3	4*		1*	2*
Taux d'épargne (%) (1)	15,0	15,7	15,8	14,2	13,6	14,8	14,3	13,6
Taux d'épargne financière (%) (1)	5,2	6,5	6,0	4,9	4,4	5,4	5,6	5,2

\* Prévision

(1) Calculé avec l'indice des prix de la Comptabilité Nationale



### 3. La consommation

Evolution du volume de la consommation (francs 1970).

	1982				1982 1981 (%)	1983 (%)	
	Variations trimestrielles (%)					*	Variations trimestrielles
	I	II	III	IV*	I*		II*
Alimentaire .....	0,5	- 0,5	0,2	0,2	0,0	0,1	0,3
Energie .....	- 2,8	1,8	1,4	0,3	0,9	0,0	0,2
Manufacturés .....	2,3	0,6	0,7	- 0,6	4,8	- 0,1	0,2
- biens durables .....	2,9	0,4	- 0,2	0,0	7,6	- 1,2	- 0,7
- habillement .....	2,7	1,6	- 2,9	0,6	4,0	- 0,3	0,0
- autres .....	1,6	0,1	3,6	- 1,7	3,3	0,9	0,9
Services .....	2,0	1,4	0,2	1,0	4,6	0,8	0,8
TOTAL .....	1,5	0,7	0,4	0,3	3,4	0,3	0,4

\* Préviation.

Malgré le ralentissement observé dès le troisième trimestre, la progression de la consommation aura été forte en 1982 (3,4 % en moyenne, 2,9 % en glissement) particulièrement pour les produits manufacturés (biens durables : automobiles, électronique grand public ; habillement). Seule la consommation alimentaire n'aura pas augmenté, ayant été freinée jusqu'au milieu de l'année par une hausse rapide des prix (cf chapitre III). La poursuite du ralentissement de la consommation jusqu'à la mi-1983 devrait particulièrement affecter les biens durables, composante toujours la plus sensible aux changements de tendance ; par contre, la consommation de services, plus résistante, notamment à cause de la santé, continuerait d'augmenter à près de 1 % par trimestre.

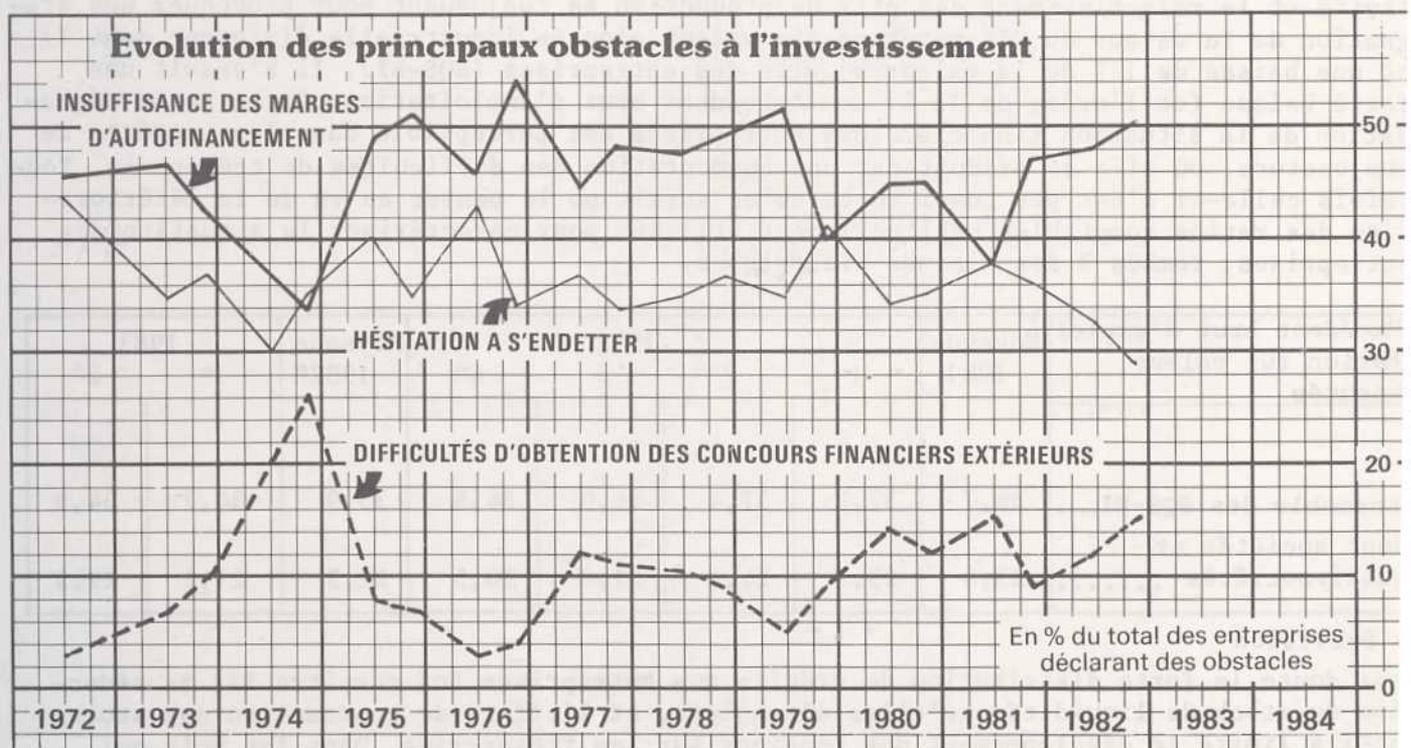
### 4. Les revenus des entreprises

Au troisième trimestre 1982, la dégradation des termes de l'échange, la baisse de productivité et le ralentissement des prix de production se conjuguent pour provoquer une stagnation de la valeur du PIB marchand (la valeur ajoutée industrielle diminuant de 4 %) et une baisse de 1 % de la valeur ajoutée des entreprises (SQS-EI). Il s'ensuit une forte baisse (de l'ordre de 13 %) de l'excédent brut d'exploitation. Cette nette dégradation de la situation financière des entreprises est perceptible dans les enquêtes de conjoncture, où elle se traduit par une augmentation des difficultés de trésorerie. Toutefois celle-ci n'est pas aussi forte qu'on aurait pu le penser au vu de la détérioration des ratios comptables habituellement utilisés pour caractériser la situation des entreprises, tombés à des minimas historiques.

Excédent brut d'exploitation sur valeur ajoutée	Moyenne 1981	1982				Moyenne 1982*	1983	
		1	2	3	4*		1*	2*
Ensemble des SQS-EI....	36,7	37,2	37,4	34,9	34,3	35,9	34,7	34,5
dont sociétés et quasi-sociétés .....	23,4	23,7	24,1	21,0	20,5	22,3	21,2	21,3

\* Préviation

Sans doute la forte distribution de crédits aux entreprises (cf chapitre II) la réduction du stock de liquidités qu'elles détenaient, et l'effort de contraction des stocks ont-ils limité le développement des tensions sur les trésoreries. Dans les mois qui



viennent, la stagnation de la production ne permettra que de très faibles gains de productivité ; les salaires et les prix à la production évolueront parallèlement ; aussi, malgré les gains de termes de l'échange, la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée ne devrait se redresser que lentement. La situation financière des entreprises restera très médiocre jusqu'à la mi-1983.

## 5. L'investissement des entreprises

Conséquence de la baisse des résultats et du pessimisme croissant des perspectives d'activité, l'investissement des entreprises, qui s'était redressé à partir du quatrième trimestre 1981 a recommencé à baisser au troisième trimestre. La persistance des difficultés financières devrait maintenir cette tendance au premier semestre 1983 dans les entreprises privées, malgré des possibilités d'amortissement plus favorables. Pour les entreprises nationales du secteur concurrentiel, qui représentent environ un quart des investissements de l'industrie hors grandes entreprises nationales, les pouvoirs publics ont décidé une hausse de l'investissement. Au total, dans l'industrie concurrentielle, la baisse du volume des investissements pourrait être de l'ordre de 2 % d'après les chefs d'entreprise interrogés en novembre. Pour les grandes entreprises nationales est prévue une stabilisation du volume des investissements.

La légère baisse de l'investissement en 1982 recouvre des évolutions diverses selon les secteurs :

### Evolution de la FBCF

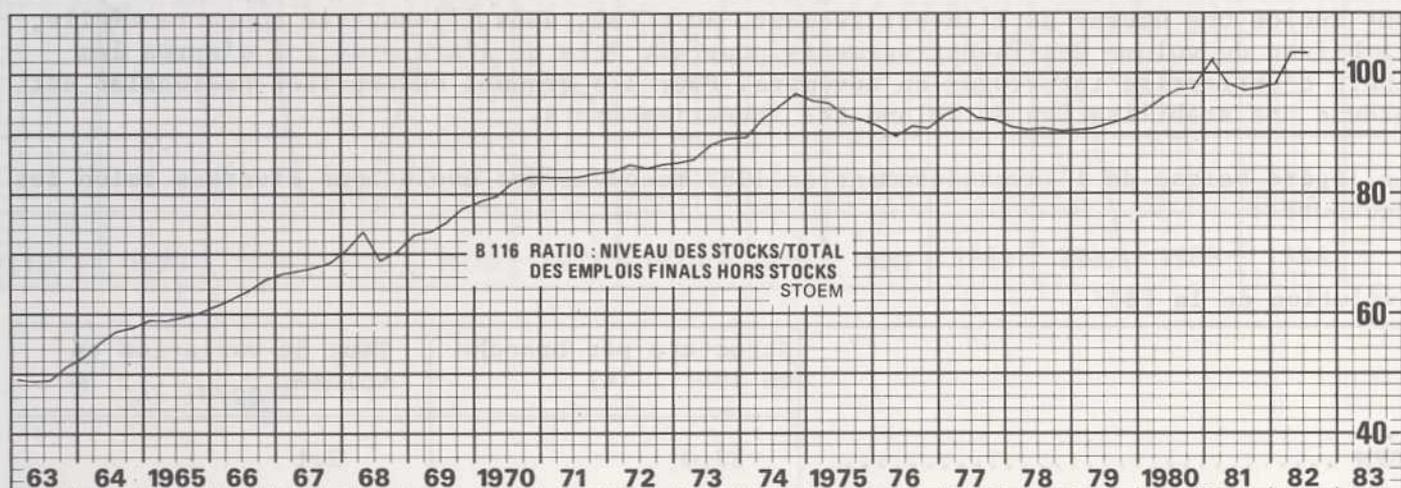
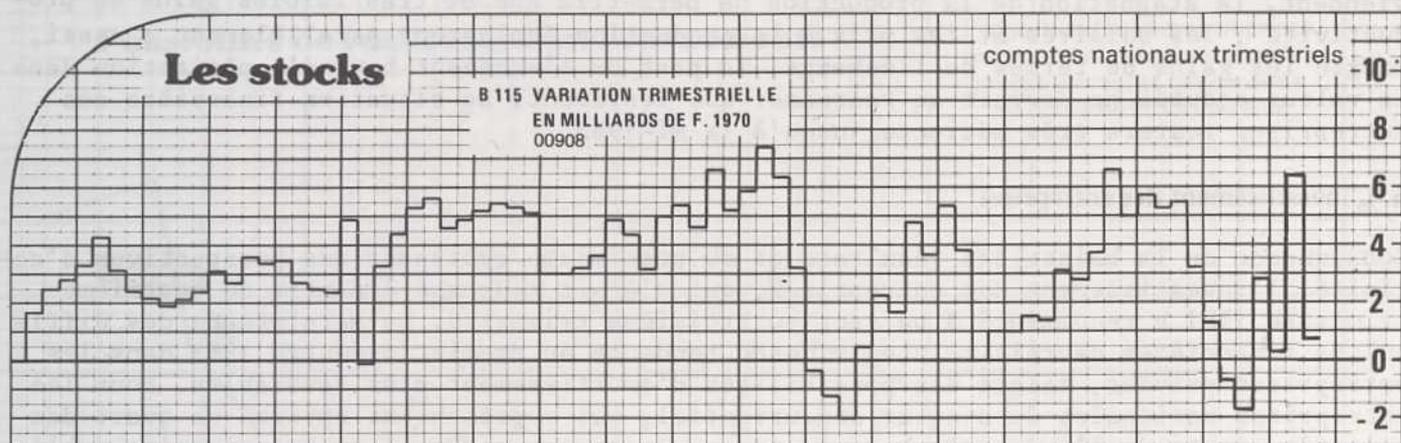
	Structure par branche en 1981 (%)	Taux de variation en volume 82/81 (%) *
GEN .....	22,0	2,1
FBCF productive des autres S.Q.S.E.I	68,4	- 2,2
dont : Industrie .....	29,5	- 7
Agriculture .....	7,6	- 2
B.T.P. ....	3,8	- 4
Commerces-services ....	27,5	+ 3
Logement .....	9,6	- 2,0
TOTAL .....	100,0	- 1,6 (1)

\* prévision

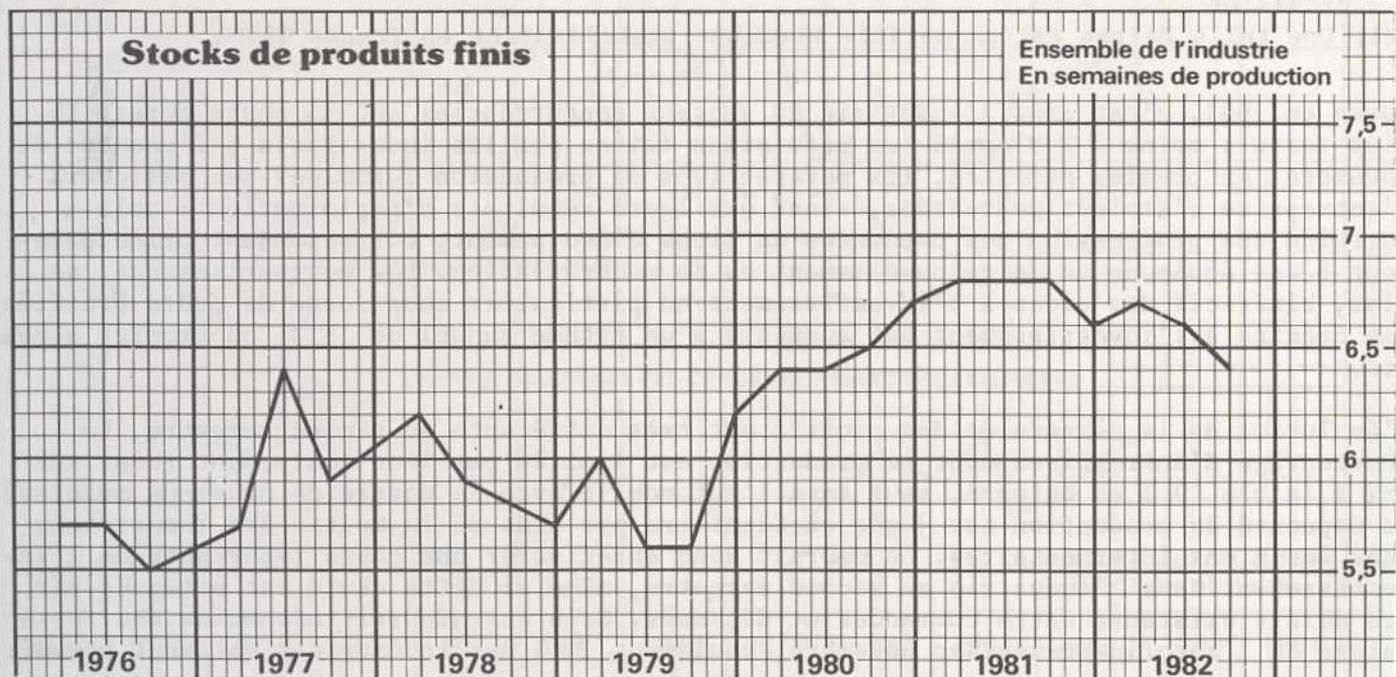
(1) Une telle baisse est compatible avec une stabilisation en francs 1970.

Comme en 1981, c'est dans l'industrie du secteur concurrentiel que la chute serait la plus forte : moins 7 % d'après les prévisions faites par les industriels à l'enquête de novembre. Au premier semestre, les perspectives de production formulées par les chefs d'entreprise s'étaient redressées, ainsi que leurs résultats d'exploitation : cela a entraîné une progression des commandes de biens d'équipement, correspondant principalement à des équipements de renouvellement ou de modernisation. Les entreprises ont, de plus, bénéficié des aides à l'investissement en particulier sous forme de prêts bonifiés : les crédits à l'investissement ont augmenté à un rythme annuel de 15 % au premier semestre.

L'évolution de la demande et des profits est très différente au second semestre. Le pourcentage d'entreprises dont la production est limitée par leur équipement redevient très faible (9 % en octobre, sauf dans l'automobile avec la sortie de nouveaux modèles). La capacité de production est jugée excédentaire par plus de la moitié des industriels dans les biens intermédiaires. On devrait donc enregistrer une chute importante de l'investissement dans l'industrie au second semestre, même si cette chute est atténuée par les délais existants entre commandes et dépenses. Cela entraînerait néanmoins une forte baisse de l'autofinancement : en novembre, seulement 36 % des industriels estiment pouvoir



GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier vert, page 45. Source : comptes trimestriels. Les trois graphiques choisis pour le présent cahier ocre sont relatifs à l'ensemble des biens et services. Ils donnent une idée de la situation et du rôle amplificateur des stocks dans la conjoncture du moment. Le ratio Niveau des stocks/Total des emplois finals hors stocks mesure le nombre de trimestres de demande hors stocks détenu par les entreprises. Selon les niveaux plus ou moins élevés de ce ratio on y voit, en première approximation, une attitude plus ou moins réservée des entreprises pour suivre en production la demande hors stocks.



réaliser tous les investissements nécessaires. Après le recul de 1981, l'investissement en volume des GEN progresse légèrement en 1982, + 2 %.

La situation de l'investissement dans le bâtiment et les travaux publics est aussi préoccupante que dans l'industrie. La production baisse fortement, sans perspectives de stabilisation ce qui justifie un fort recul de l'investissement.

Dans l'agriculture, on remarque la stagnation des immatriculations de tracteurs, ainsi que des ventes des grossistes en matériel agricole. Par contre, la construction de bâtiments chute depuis un an. On aurait donc dans ce secteur une légère réduction des investissements en 1982, bien que les bonnes récoltes et la progression du revenu agricole permettent d'envisager une reprise en fin d'année.

Dans les commerces et services, les ventes de matériels qui leur sont destinés, progressent, alors que les mises en chantier de bâtiments commerciaux et de bureaux baissent, après la hausse de 1981. Compte tenu des délais de réalisation, le volume de l'investissement devrait augmenter en 1981, bien que la réduction des marges soit aussi sensible dans ces secteurs au second semestre.

## 6. Les stocks

Au premier semestre, la variation de stocks avait continué d'augmenter, contribuant ainsi à maintenir la production, alors que la demande finale hors stocks était stable. Un tel mouvement apparaît difficile à expliquer, d'autant que l'ajustement des stocks pendant la phase récessive du deuxième choc pétrolier avait déjà été très modéré. Sans doute le stockage était-il dû pour partie à des anticipations de hausses de prix, notamment des produits importés ; mais il était aussi dû à des appréciations erronées des tendances de la demande, et notamment de la demande étrangère ; cette fragilisation des anticipations des entreprises n'est d'ailleurs pas purement française : un stockage a postériori inopportun a été également observé dans d'autres pays européens, notamment en Allemagne.

Ce stockage largement involontaire appelait une correction, qui a commencé au troisième trimestre, où elle a été vigoureuse, puisqu'on y observe une forte baisse de production, alors que la contribution à la croissance de la demande hors stocks est nettement positive. Les industriels indiquent dans les enquêtes de conjoncture une baisse de leurs stocks de produits finis (le ratio stocks/production diminue malgré le fléchissement du dénominateur ; cf graphique) ; ce mouvement touche toutes les branches à l'exception de l'automobile, où les stocks s'étaient involontairement dégarnis au printemps. On note également une réduction des stocks de matières premières et demi-produits (en particulier d'énergie) détenus par l'industrie, ainsi qu'une contraction des stocks des grossistes.

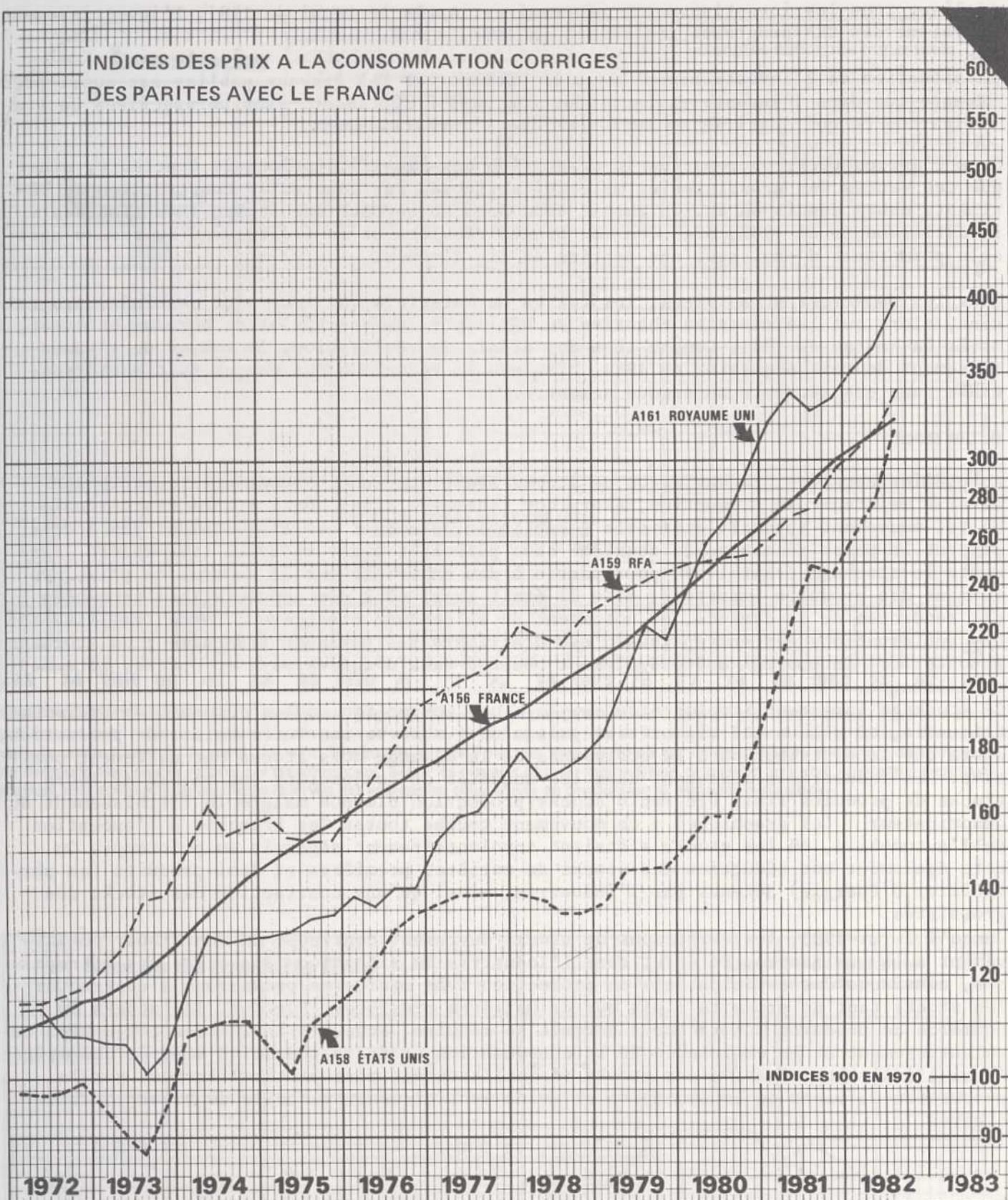
Jusqu'à la mi-1983, les variations de stocks devraient continuer de contribuer négativement à la croissance. En effet dans l'industrie la situation financière des entreprises, ainsi que des anticipations de production très médiocres pousseront à contracter les stocks tant de produits finis que de matières premières. Surtout, les stocks du commerce de produits manufacturés devrait se réduire, sous les influences conjuguées du ralentissement de la croissance de la consommation et de la réduction imposée des marges. Ainsi l'influence négative des stocks se manifesterait plus particulièrement sur la production de biens de consommation et moins sensiblement sur celle de biens intermédiaires.

	1 9 8 2				1 9 8 3	
	1	2	3	4 *	1 *	2 *
Variation des stocks de produits manufacturés (en milliards de francs 1970) ....	2,6	6,4	1,4	2,5	1,2	0,6
Contributions des stocks à la croissance de l'offre manufacturière (%) .....	- 0,8	+ 1,7	- 2,8	+ 0,5	- 0,6	- 0,3

\* prévision

La contribution d'un poste à la variation d'un total (offre, demande), est le taux de croissance du poste pondéré par sa part dans le total de l'équilibre .

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION CORRIGES  
DES PARITES AVEC LE FRANC



## D E R N I E R E    M I N U T E

## Echanges extérieurs

Les résultats du commerce extérieur de novembre, qui n'étaient pas connus lors de la rédaction de la note de conjoncture, font apparaître un niveau d'exportation un peu supérieur à celui qui avait été envisagé. Les chiffres d'octobre marquaient déjà une progression de nos ventes à l'étranger, que l'on n'osait pas extrapoler en raison des aléas mensuels qui affectent les statistiques du commerce extérieur. Désormais, il est vraisemblable que le déficit du quatrième trimestre sera voisin de 20 milliards de francs, et le déficit annuel 1982 inférieur à 95 milliards.

Si cette tendance favorable se confirme, la réduction du déficit extérieur sera au premier semestre 1983 plus marquée qu'il n'a été indiqué dans la note.

### 1. La compétitivité

Au cours de l'été, à la suite de la dévaluation du franc, les termes de l'échange des produits manufacturés se sont dégradés d'environ 5 %, perdant ainsi en un trimestre les gains accumulés depuis l'été 1981.

Au troisième trimestre en effet, le prix des importations de produits manufacturés a augmenté fortement (+ 6,1 %) tandis que le prix des exportations n'a progressé que de 0,5 %. Il s'agit bien sûr en partie d'un effet mécanique de conversion en francs du prix des importations, davantage libellés en monnaies étrangères que les prix des exportations ; mais l'ampleur et la durée du mouvement sont tels qu'ils signifient probablement aussi que l'ajustement des marges est maintenant plus limité. Les exportateurs étrangers et aussi un peu les exportateurs français ne contrecarrent plus par des modifications des prix exprimés en monnaies nationales, la réduction de l'écart des prix exprimés en une monnaie commune que procure une dévaluation.

Il faut dire qu'au niveau des prix à la consommation, les dévaluations que subit le franc depuis la fin 1980 semblent avoir compensé les écarts de prix en monnaies nationales accumulés au cours des années 1978-1979-1980 (cf graphique).

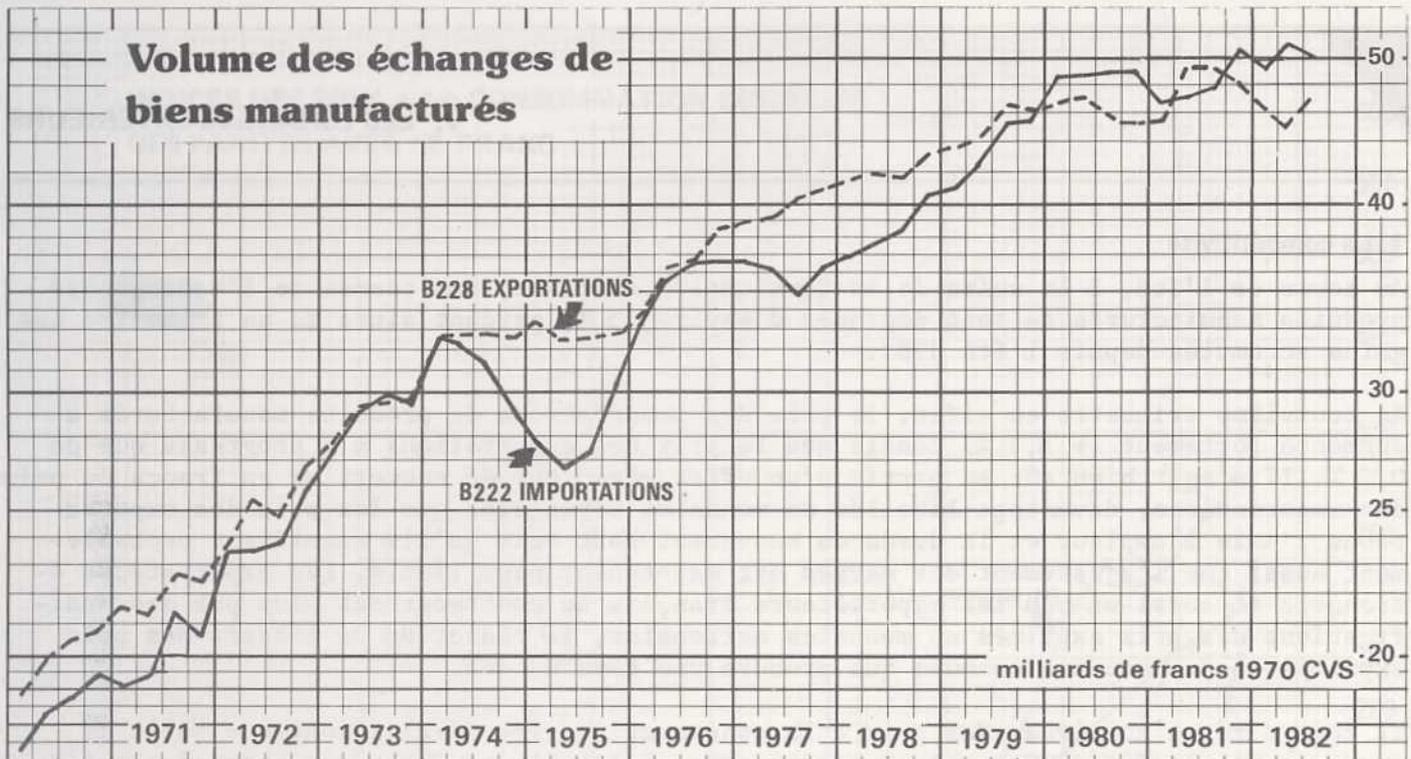
Ainsi sur les derniers mois, la compétitivité française par les prix s'est améliorée : sur les marchés extérieurs comme sur le marché intérieur, l'écart entre les prix français et étrangers s'est réduit de 6 points environ au cours de l'été.

Au cours des prochains mois, en l'absence de mouvement de parité de notre monnaie, les prix des produits étrangers exprimés en francs devraient retrouver un rythme de croissance très modéré compatible avec la faible inflation mondiale. En revanche les producteurs français auront à répercuter dans leur prix la très forte hausse du coût des consommations intermédiaires qu'ils ont dû subir depuis plusieurs mois ; ils seront également poussés à augmenter leurs prix à l'exportation par la nécessité de reconstituer leurs résultats d'exploitation. Ainsi, au premier semestre 1983, la compétitivité des produits français devrait se dégrader lentement, les prix des importations progressant à 7 % l'an, contre environ 10 % l'an pour les prix en exportations et 8 % pour les prix à la consommation.

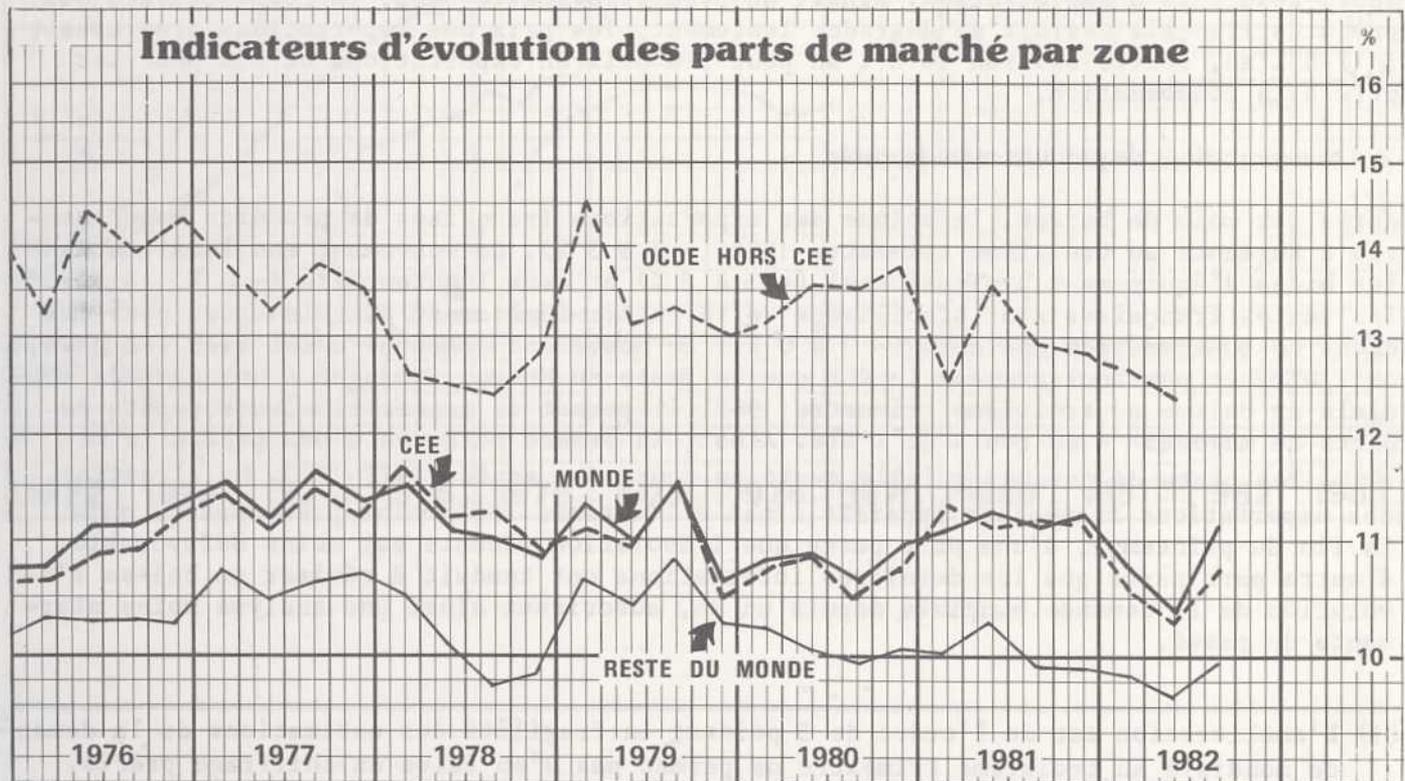
### 2. Les exportations de produits manufacturés

Après dix mois de baisse, le volume des exportations françaises de produits manufacturés a augmenté au troisième trimestre 1982 (+ 2 à 3 %). Ce mouvement est localisé dans les biens d'équipement professionnel (+ 5 à 6 %) et dans l'automobile (+ 4 %). Ailleurs les ventes françaises sont stabilisées voire encore légèrement décroissantes pour les biens de consommation courante (- 1 à 0 %). Ce mouvement concerne aussi bien les pays de l'OCDE et particulièrement la CEE que le Reste du Monde. Conjugué à une demande mondiale en baisse au troisième trimestre 1982, il permet de gagner plusieurs points de parts de marchés<sup>(1)</sup> au cours de l'été. Ainsi, la France retrouve à peu près, à la mi 1982, les parts de marchés qu'elle avait au cours des années 1978-1980. La situation des exportations françaises apparaît ainsi à l'automne 1982 moins préoccupante qu'à la fin du printemps, d'une part parce que l'évolution récente est moins défavorable, d'autre part parce que les dernières informations ont conduit à réviser en baisse l'évolution de la demande mondiale depuis un an, autorisant ainsi une analyse moins alarmante du passé.

(1) L'amélioration est de l'ordre de 5 points ; la fragilité des estimations de la demande mondiale au troisième trimestre ne permet pas d'en faire un chiffrage précis.



DEUX SÉRIES CHOISIES DANS TENDANCES, cahier vert, où elles figurent avec les autres ressources en biens manufacturés (page 56 pour les importations) et les autres emplois de ces mêmes produits (page 58 pour les exportations). Source : comptes trimestriels.



Dans les prochains mois, la demande mondiale devrait stagner. Mais, la dévaluation ayant rendu compétitifs un certain nombre de produits qui ne l'étaient plus, on devrait observer d'ici la mi-1983 une tendance lentement croissante (n'excédant pas 1 % par semestre) du volume des ventes à l'étranger de produits manufacturés.

### 3. Les importations de produits manufacturés

Accompagnant en l'amplifiant les mouvements en dents de scie de la demande totale depuis plusieurs trimestres, les importations en volume ont baissé au troisième trimestre (- 3,5 %) presque aussi vivement qu'elles avaient augmenté au deuxième (+ 5,8 %). Elles se trouvent ainsi au début de l'automne 1982 à un niveau voisin de celui du début de l'année. Au troisième trimestre la baisse des importations a été plus ou moins marquée selon les produits ; elle a été particulièrement forte dans les biens intermédiaires et les biens d'équipement ménager (environ - 11 %), encore assez importante pour les biens de consommation courante (- 3 %). En revanche les achats à l'étranger ont progressé encore au troisième trimestre pour les automobiles (+ 2 à 3 %) et les biens d'équipement professionnel (+ 3,5 %). Au total le taux de pénétration des produits industriels a baissé au cours de l'été de 0,2 point ; cette baisse est liée essentiellement à celle de la pénétration des biens intermédiaires étrangers qui sous l'effet d'un mouvement de déstockage ont connu une baisse des importations 5,3 % plus forte que celle de l'offre. Le repli de la pénétration globale recouvre par ailleurs une stabilisation de la part de l'étranger dans l'offre de véhicules, 5 points au-dessus de son niveau moyen de 1980, et une progression de la position étrangère dans l'offre de biens d'équipement professionnel. Il semble que cette dernière, étonnante compte-tenu de l'évolution récente de l'investissement provienne de la structure de la demande de ces produits ; la seule composante encore active de l'investissement serait l'informatique, branche dans laquelle le taux de pénétration est particulièrement élevé.

D'ici à la mi-1983, l'évolution du taux de pénétration devrait certes continuer à bénéficier du gain de compétitivité procuré par la dévaluation de l'été, gain qui ne devrait s'amoinrir que très lentement, en raison des rythmes très proches des prix des importations et des prix de production intérieurs. Une stabilisation du taux de pénétration semble compatible avec le niveau actuel de compétitivité. Compte tenu de la réduction de la variation de stocks envisagée au premier semestre de l'année prochaine, on peut même attendre une légère contraction du taux de pénétration. Ainsi le volume des importations de produits manufacturés pourrait baisser d'environ 1 % à chacun des deux premiers trimestres de 1983.

### 4. Les importations énergétiques

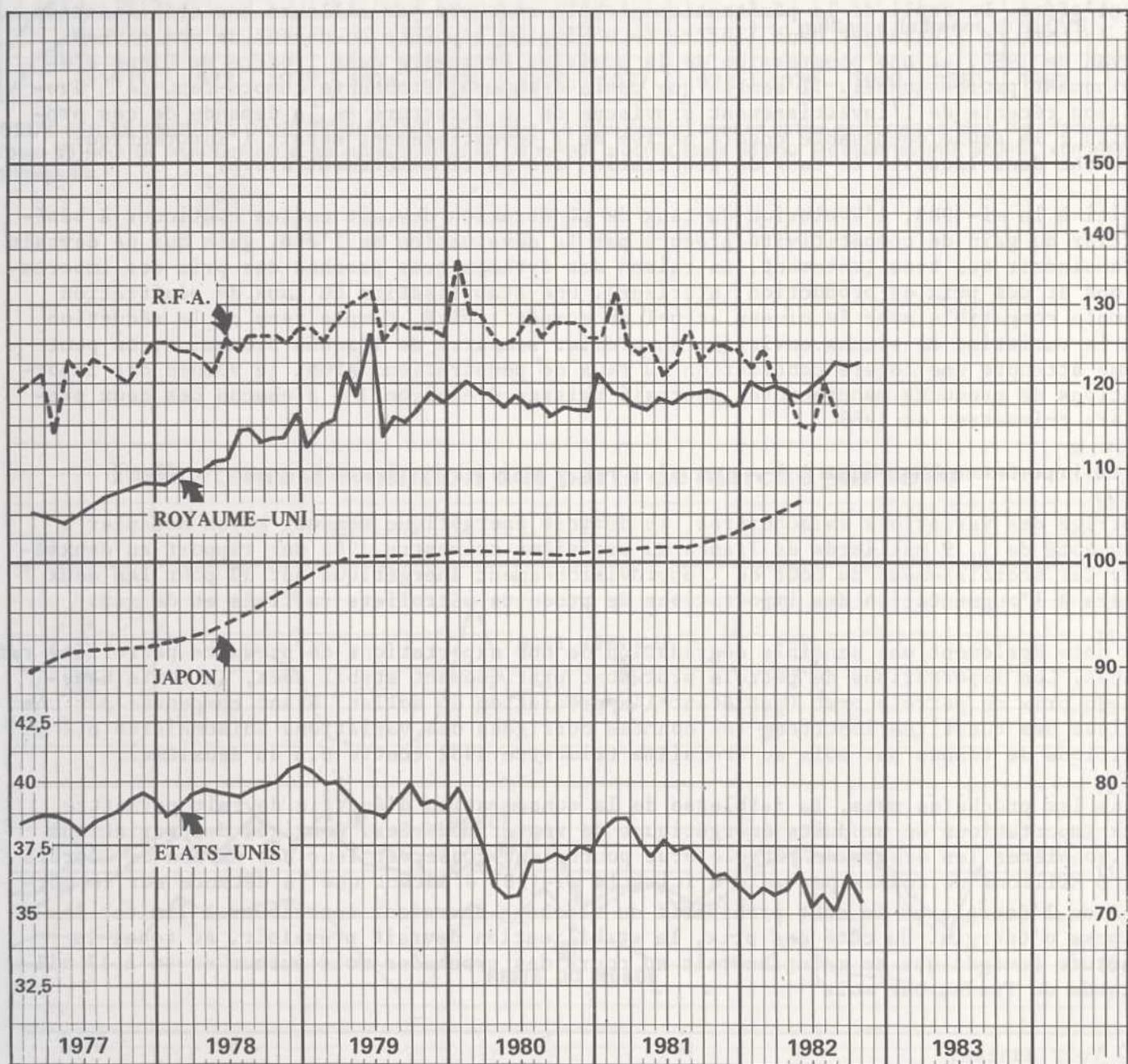
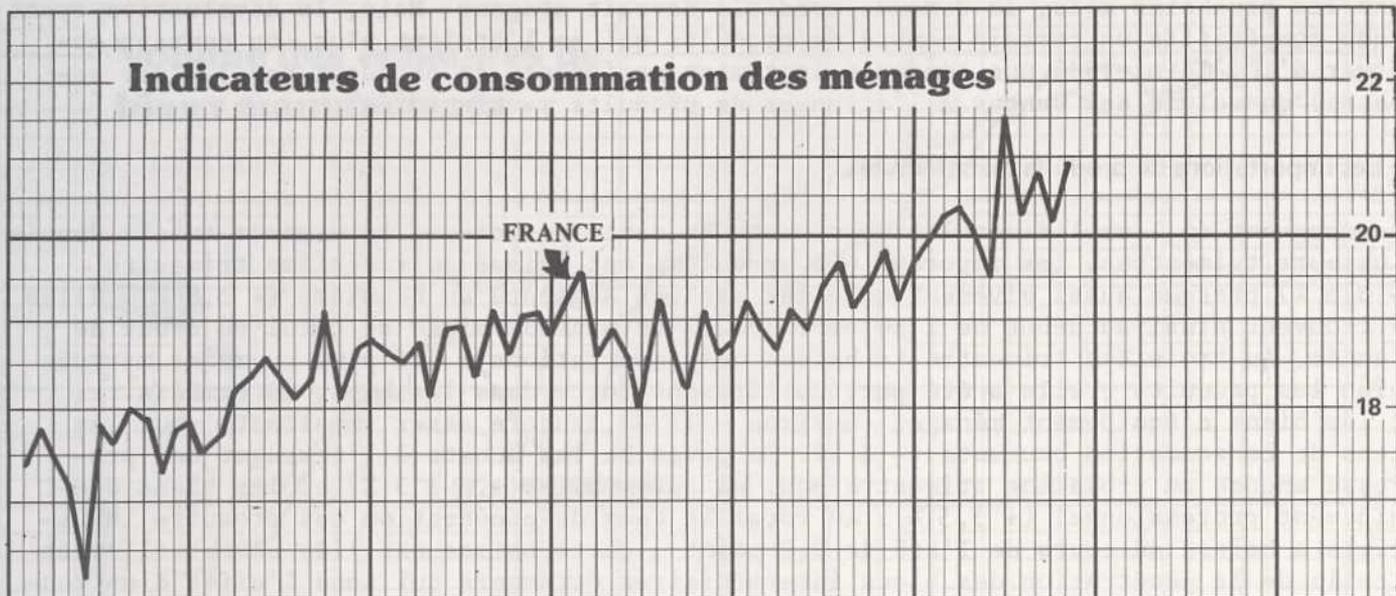
Corrigé des variations saisonnières, le déficit énergétique mensuel moyen douanier a augmenté de 1,9 milliards de Francs au troisième trimestre 1982 par rapport au deuxième. Cet accroissement du coût de l'approvisionnement énergétique est dû pour les deux tiers à l'augmentation des importations de produits pétroliers raffinés et de gaz.

On note également une sensible dégradation de nos exportations de produits pétroliers raffinés. Les importations de pétrole brut sont pratiquement stabilisées, la forte hausse du prix du pétrole brut (reflétant l'appréciation du dollar) étant compensée par une baisse des quantités importées (en données corrigées des variations saisonnières 6,2 millions de tonnes par mois au troisième trimestre 1982 contre 6,6 au deuxième).

Dans les prochains mois, la faiblesse de la consommation d'énergie devrait permettre aux importations de produits énergétiques de rester modérées. Corrigés des variations saisonnières les achats de pétrole brut pourraient conserver leur bas niveau de l'ordre de 6 Millions de tonnes par mois d'ici à la mi-1983 d'autant que la détente sur le marché de l'énergie et le coût prohibitif du stockage devraient contribuer à limiter les stocks d'énergie. Du côté des prix, la stabilisation devrait prévaloir. Au total la facture énergétique se maintiendrait au cours des prochains mois autour de 16 à 17 milliards de Francs par mois<sup>(1)</sup>.

(1) Voir annexe.

# Indicateurs de consommation des ménages



## 5. Les échanges agro-alimentaires

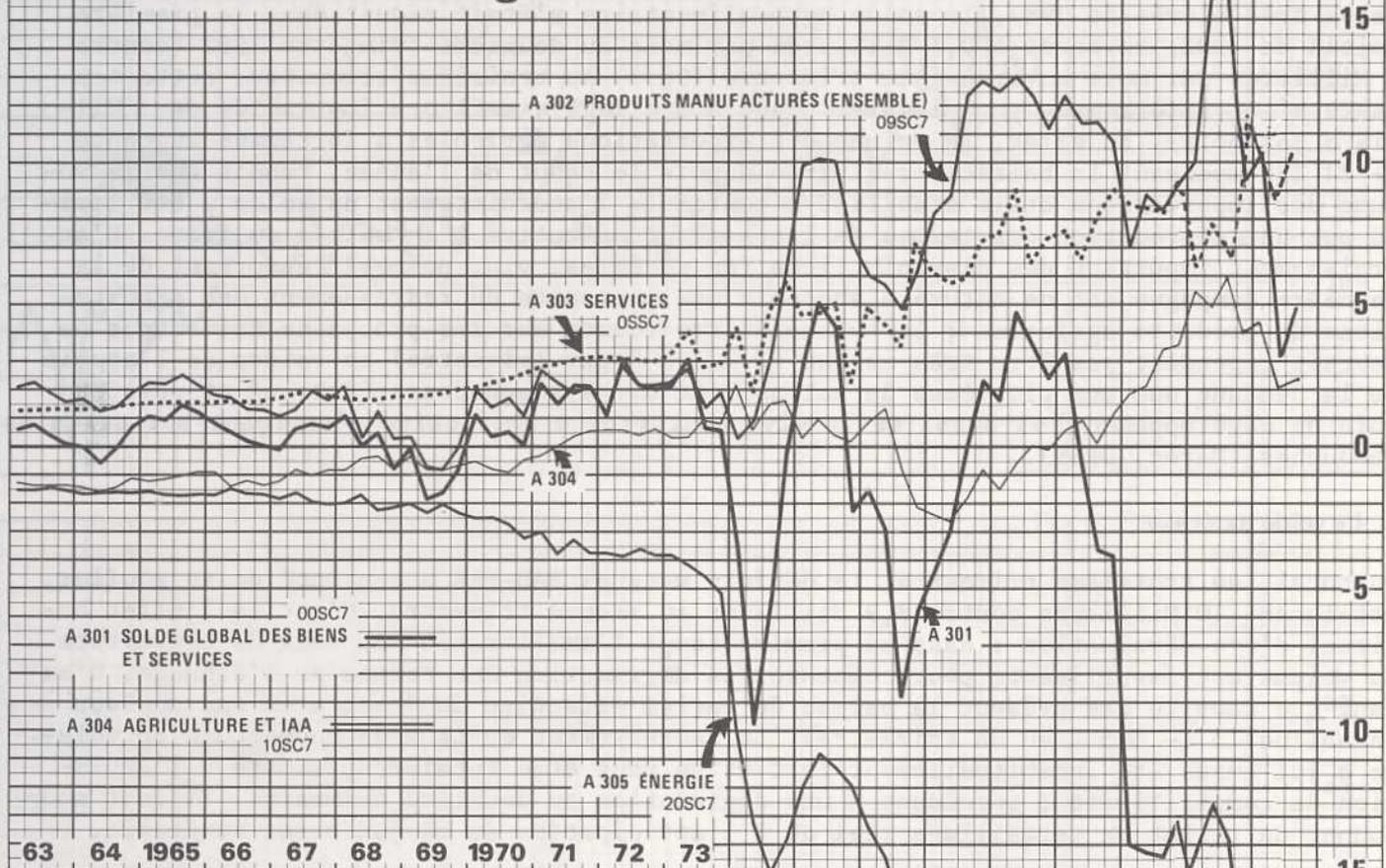
Sous l'impact d'une forte réduction des exportations de produits agricoles après les niveaux très élevés de 1981, le solde agro-alimentaire s'était réduit dans la première moitié de 1982, revenant à 0,7 Milliards par mois au deuxième trimestre 1982 (contre 2 Milliards par mois au troisième trimestre 1981). Au troisième trimestre, cette tendance s'est interrompue pour laisser place à une légère amélioration (solde de 1 Milliard par mois). En effet, le volume des exportations agricoles a fortement augmenté (+ 21 %) compensant la baisse enregistrée depuis le début de l'année, tandis que le volume des importations était stabilisé ; toutefois l'accroissement du solde a été limité par une dégradation des termes de l'échange consécutive à la baisse du franc. L'accroissement important des disponibilités (en céréales, vin, pommes) ressortant de la dernière campagne est de nature à soutenir une poursuite du redressement des exportations de produits agricoles ; le rythme de croissance sur les prochains trimestres ne devrait cependant pas être très marqué (2 % à 3 % par trimestre) en raison de l'atonie de la demande due aux problèmes de solvabilité de pays acheteurs (Pologne et pays en voie de développement) et aussi de la vive concurrence américaine s'exerçant sur certains débouchés (Maroc, URSS).

## 6. Le solde extérieur

Au total, au troisième trimestre, le déficit mensuel FAB-FAB a continué de se gonfler, atteignant 10 Milliards contre 8,9 Milliards au second trimestre. C'est là l'effet habituel d'une dévaluation : dans un premier temps l'amélioration du taux de couverture en volume est insuffisante pour compenser la dégradation des termes de l'échange. D'autant que dans le cas présent la baisse de parité effective du franc a eu une ampleur inhabituelle (- 6,5 % en un trimestre). Le redressement du taux de couverture en volume a lui aussi été inhabituellement fort et ne peut être totalement imputé à l'évolution de compétitivité ; succédant à une dégradation au deuxième trimestre, il fait soupçonner un reflet de termaillage réel dû à l'anticipation du réajustement monétaire.

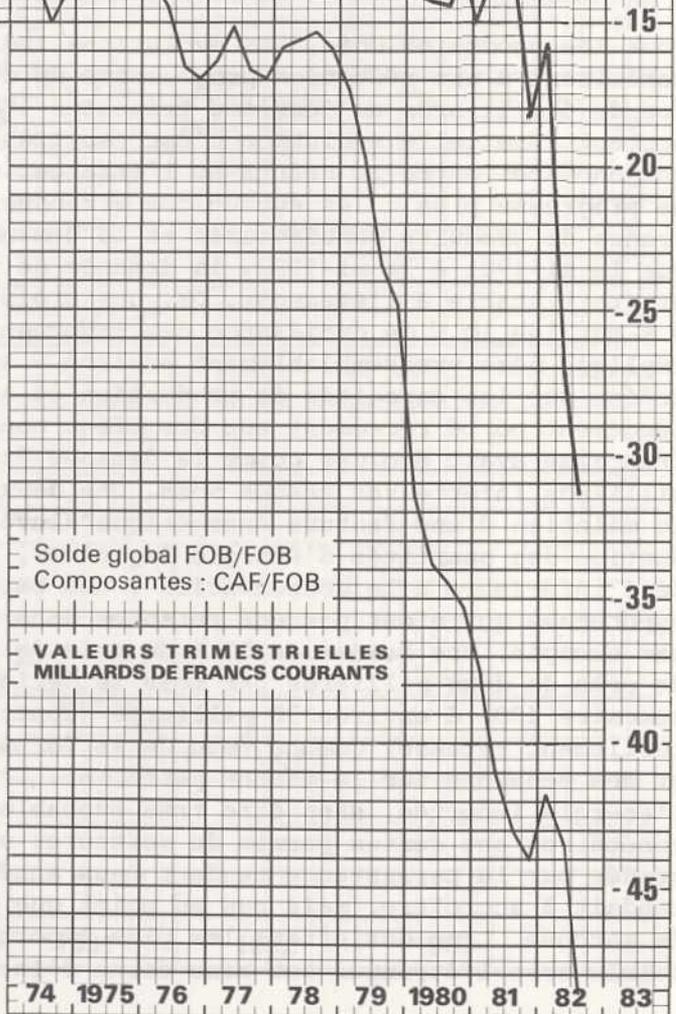
Pour les prochains mois, les évolutions indiquées ci-dessus pour les différents postes conduisent à une réduction progressive du déficit jusqu'à une moyenne mensuelle de l'ordre de 6 milliards au deuxième trimestre 1983. Ce déficit apparaît cependant encore important. Une telle évolution n'est pas très surprenante dans la mesure où le décalage conjoncturel entre la France et l'étranger est appelé à subsister largement même s'il ne progresse plus ; les évolutions attendues jusqu'à la mi-1983 pour la demande en France de produits manufacturés et la demande mondiale sont à peu près parallèles, alors que la mi-1981 à la mi-1982, la demande de produits manufacturés a crû en France de 4 % et était stable à l'étranger. Or, une croissance de 4 % de la demande explique au moins 4 % sur les 10 % de croissance des importations constatée sur la même période. Elle en explique même vraisemblablement environ 6 % en tenant compte des effets dus aux tensions créées sur les capacités de production et aux effets de structure (la demande s'étant largement portée récemment sur des biens non produits en France) ; ainsi, si la demande française avait évolué comme la demande étrangère, les importations auraient été de 3 milliards inférieures chaque mois. Une deuxième raison de persistance d'un déficit est le maintien d'une facture énergétique élevée ; mais il est difficile d'envisager une réduction des quantités d'énergie importées, surtout pour le pétrole dont les achats sont déjà inférieurs à la consommation ; une baisse du dollar ou du cours du pétrole brut, hypothèses qui n'ont pas été retenues dans cette note, auraient des effets favorables ; par exemple, une baisse de 10 % du prix de l'énergie importée en début d'année réduirait de près de deux milliards par mois le déficit extérieur et le ramènerait sur le premier semestre 1983 à environ 30 milliards (contre près de 40 milliards dans l'hypothèse actuellement retenue). Compte tenu de la forte incertitude quant à l'évolution du dollar, et des tensions sur le marché pétrolier, l'éventualité d'une telle baisse du prix de l'énergie importée, sans être très probable, n'est pas absurde. Enfin, les ajustements monétaires ont certes permis de restaurer une situation de compétitivité fortement dégradée par la persistance pendant deux années d'un écart d'inflation avec l'étranger qui tendait à accroître, mais pas au point que l'on puisse espérer de forts gains de parts de marchés. L'un des effets les plus importants d'un retour à une différence d'inflation faible avec l'étranger est sans doute d'inciter les exportateurs à faire l'effort de

## Soldes des échanges de biens et services



GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier vert, page 26. Sources : comptes trimestriels. Ces soldes par grands ensembles de biens et services sont suivis des soldes relatifs à chacun des secteurs manufacturiers (page 27 du cahier vert). Ces séries ouvrent la douzaine de pages consacrées aux échanges commerciaux français. Pour les échanges par produit les lecteurs de «Tendances», cahier vert, trouvent deux sortes de séries :

1. Pour une vue à long-moyen terme, l'utilisateur dispose pour chaque produit des données des comptes trimestriels, en valeur et en volume, sur vingt ans.
2. Pour les vues à court ou très court terme, les conjoncturistes trouvent, dans les loupes de la page, pour chaque produit, les données mensuelles sur trois ans, en valeur et volume, établies à l'INSEE à partir des séries douzières.



s'implanter sur des marchés qu'ils n'osaient pas aborder précédemment car ils savaient que l'évolution de leurs coûts ne leur permettrait pas de s'y maintenir.

Evolution du solde des échanges extérieurs

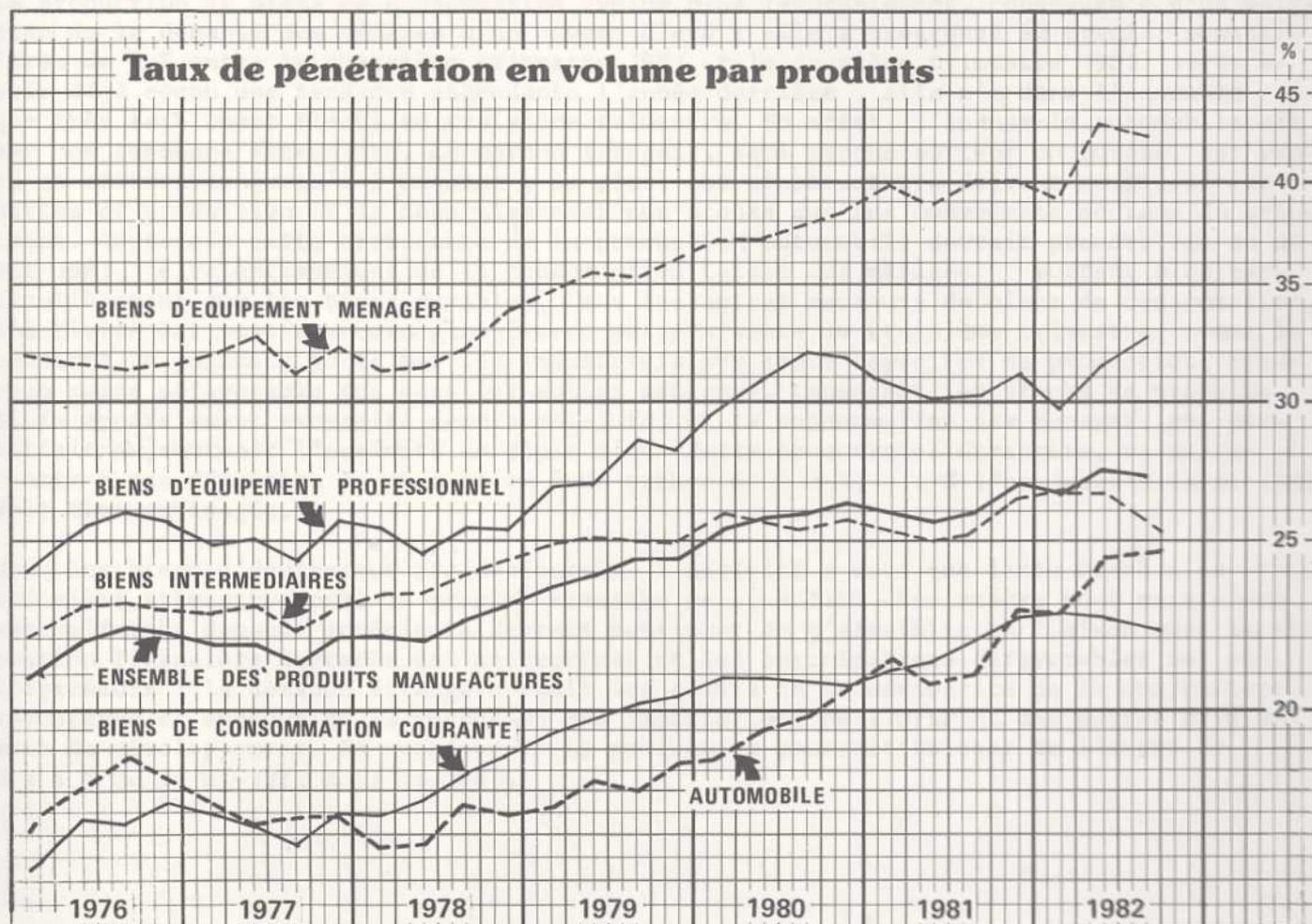
Source : Douanes

Milliards de francs

	1981	1982				1982	1983		Premier semestre 1983 * solde semestriel (1)
	Solde annuel	I Solde mensuel	II Solde mensuel	III Solde mensuel	* IV Solde mensuel	* Solde annuel	* I Solde mensuel (1)	* II Solde mensuel (1)	
Agro-Alimentaire ..	22	1,6	0,8	1,0	1,7	15,3	2,0	2,5	13,5
Energie .....	-162	-13,7	-14,2	-16,1	-15,0	-177	-16,0	-16,0	-96,0
Manufacturés .....	+ 55	3,7	1,3	2,3	2,4	29,1	3,7	4,5	24,6
Total CAF-FAB .....	- 85	- 8,4	-12,1	-12,8	-10,9	-132,6	-10,3	- 9,0	-57,9
Total EAB-FAB .....	- 50,5	- 5,6	- 8,9	-10,0	- 8,0	-97,5	- 7,0	- 6,0	-39,0

\* Prévision

(1) Sous les hypothèses du maintien du prix de référence du pétrole et d'une parité 1 \$ = 7 F, cf Annexe.



**Solde des échanges de biens et services**

Année	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Produits manufacturés	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Les données sont exprimées en millions de dollars. Les données sont provisoires.



### 1. La production industrielle

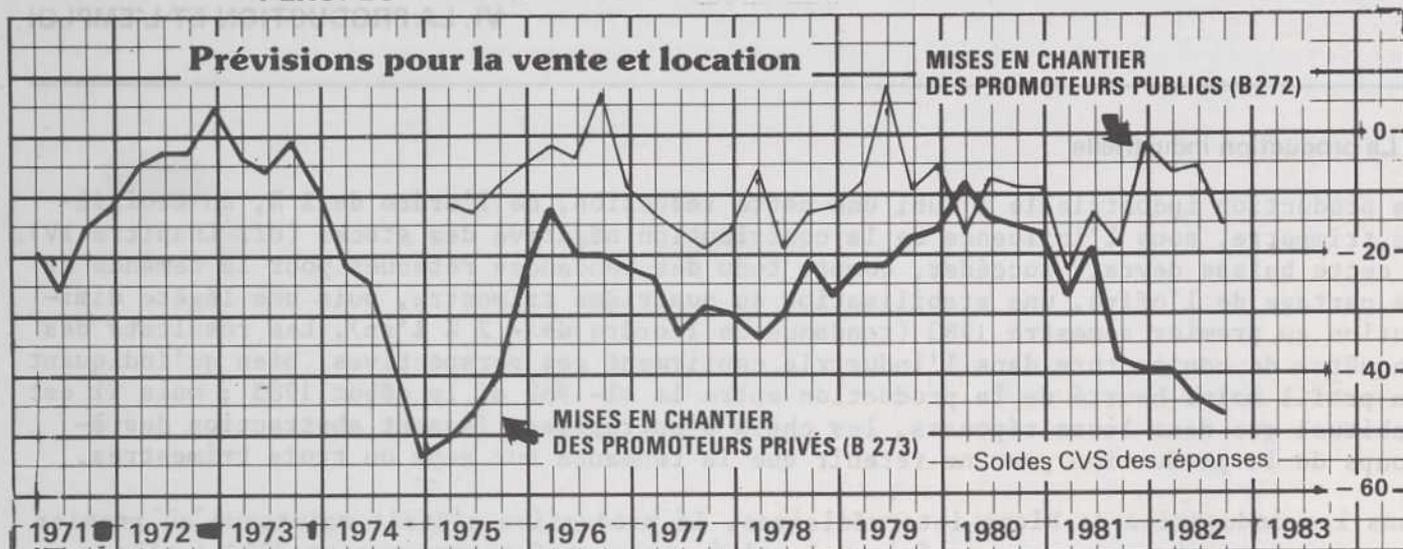
La production industrielle a subi une nette réduction, de l'ordre de 2 %, au troisième trimestre, sous l'influence de la contribution négative des stocks (cf. Chapitre IV). A cette baisse devrait succéder, compte tenu des tendances retenues pour la demande et le partage de l'offre, une stabilisation au quatrième trimestre, puis une légère diminution au premier semestre 1983 (tendance de l'ordre de - 2 % l'an). Les résultats des enquêtes de conjoncture dans l'industrie confirment ces perspectives, bien qu'indiquant un profil moins heurté de la production entre la mi-1982 et le début 1983 ; mais il est habituel que dans leurs réponses, les chefs d'entreprises fassent abstraction des à-coups de la production pour ne retenir que la tendance sur deux ou trois trimestres.

Dans les industries de biens intermédiaires, la production s'était maintenue au premier semestre à un niveau un peu supérieur à celui enregistré en moyenne en 1981 ; elle a fortement baissé (- 4,5 % en moyenne) dans la plupart des branches au troisième trimestre. Particulièrement touchées ont été les branches liées au bâtiment et aux travaux publics (bois, matériaux de construction) et la sidérurgie pour laquelle, l'offre étant toujours excédentaire, la Communauté Européenne a fixé de nouveaux et rigoureux contingentements. Les marges de capacités disponibles se sont donc redressées, retrouvant leurs maxima de la fin 1981. Il est vraisemblable que la production de biens intermédiaires ne va maintenant plus guère baisser d'ici la mi-1983 ; en effet les stocks de produits finis ne semblent pas très élevés ; par ailleurs, l'ajustement sur les stocks de demi-produits dans les autres branches industrielles semble largement réalisé.

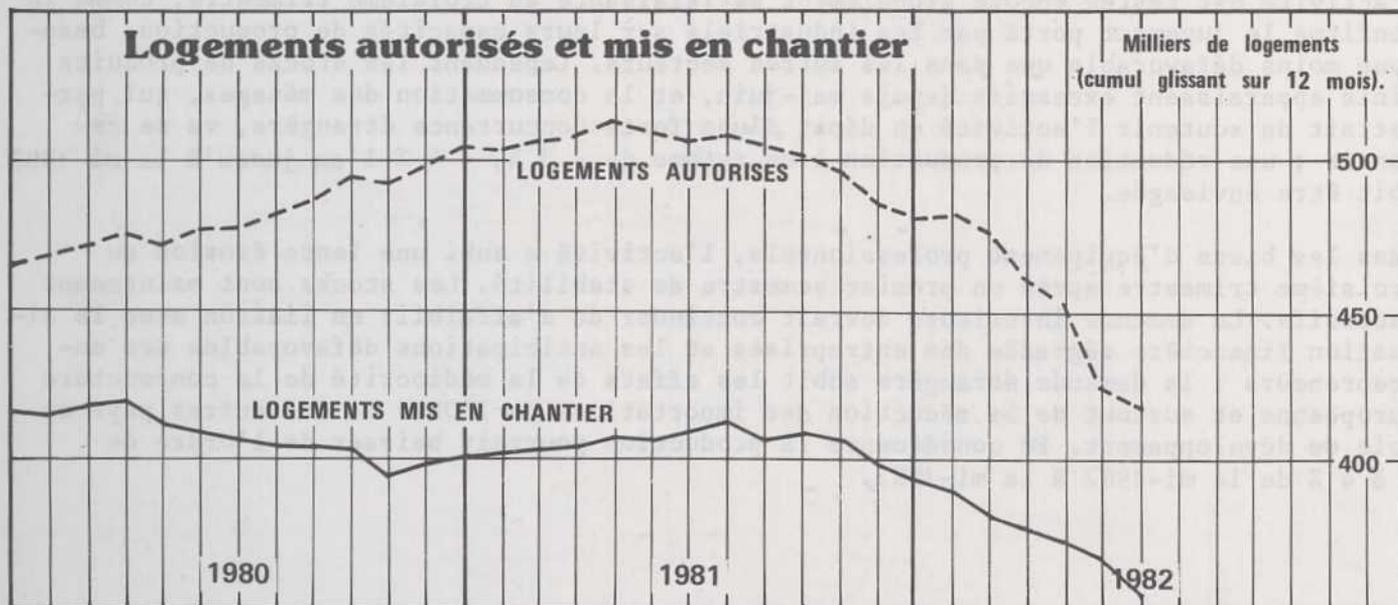
La production de biens de consommation évolue plus favorablement, conséquence d'un maintien de la demande des ménages à un niveau élevé ; elle a progressé au premier semestre (près de 2 % entre le quatrième trimestre 1981 et le deuxième trimestre 1982) après avoir déjà connu une tendance ascendante l'année dernière ; elle n'a dans l'ensemble que très faiblement fléchi au troisième trimestre. En effet, l'industrie automobile est sur une tendance ascendante. Le marché français, seul marché porteur en Europe, est resté en croissance jusqu'à l'automne ; de plus, les constructeurs doivent compenser les pertes de production et le dégarnissement des stocks dus aux mouvements sociaux du printemps. Toutefois cette croissance de la production automobile devrait prendre fin au début 1983, le ralentissement de la consommation totale des ménages portant plus particulièrement sur les biens durables. Dans les autres secteurs de biens de consommation, l'activité est restée encore globalement satisfaisante au troisième trimestre, comme le confirme le jugement porté par les industriels sur leurs capacités de production, beaucoup moins défavorable que dans les autres secteurs. Cependant les stocks de produits finis apparaissent excessifs depuis mai-juin, et la consommation des ménages, qui permettait de soutenir l'activité en dépit d'une forte concurrence étrangère, va se ralentir : une réduction de production à un rythme de - 3 %, - 4 % l'an jusqu'à la mi 1983 doit être envisagée.

Dans les biens d'équipement professionnels, l'activité a subi une lente érosion au troisième trimestre après un premier semestre de stabilité. Les stocks sont maintenant excessifs. La demande intérieure devrait continuer de s'affaiblir en liaison avec la situation financière dégradée des entreprises et les anticipations défavorables des entrepreneurs ; la demande étrangère subit les effets de la médiocrité de la conjoncture européenne et surtout de la réduction des importations de l'OPEP et des autres pays en voie de développement. En conséquence la production pourrait baisser de l'ordre de 3 à 4 % de la mi-1982 à la mi-1983.

## PERSPECTIVES DE MISES EN CHANTIER POUR LES TROIS PROCHAINS MOIS



La production de biens de consommation s'évalue plus favorablement, cependant d'un point de vue de la demande des ménages à un niveau élevé ; elle a progressé de manière continue de 3,2% entre le quatrième trimestre 1981 et le deuxième trimestre 1982 après 4 mois de recul consécutifs. L'année dernière, elle n'a que légèrement augmenté par rapport à l'année précédente. Le marché français, qui avait subi une forte récession en 1981, est en croissance depuis l'automne, et de plus, les consommateurs doivent composer avec un ralentissement de la production de biens de consommation de base. Toutefois, cette croissance de la production automobile devrait profiter au secteur de l'équipement de la consommation totale des ménages. Cependant, le ralentissement de la consommation des biens de consommation de base est toujours présent dans les autres branches industrielles. Les perspectives sont donc mitigées.



PRODUCTIONS PAR BRANCHE

VARIATIONS TRIMESTRIELLES (%)

	1982				1983	
	1	2	3	4*	1*	2*
Branches manufacturières	- 1.1	1.3	- 2.4	0.6	- 0.8	- 0.1
dont : biens intermédiaires	- 1.6	2.1	- 4.4	1.3	0	0.5
biens d'équipement professionnels	- 0.7	0.8	- 2.6	- 0.9	- 0.2	- 0.3
biens de consommation (y compris automobile)	- 0.8	0.7	- 0.1	- 1.1	- 1.8	- 0.6
Industries agro-alimentaires	- 0.8	2.4	- 0.7	- 0.2	0.5	0.5
Energie	- 3.7	0.6	- 2.6	- 0.5	- 0.7	- 0.6
Total branches industrielles	- 1.3	1.4	- 2.1	0.4	- 0.5	- 0.1

Source : comptes trimestriels

\*prévision.

## 2. Le bâtiment et les travaux publics

La situation conjoncturelle de ce secteur qui, à l'inverse de l'industrie stricto-sensu, n'a pas bénéficié de la légère reprise de 1981, et qui par conséquent enregistre un déclin depuis plus de deux ans, apparaît très déprimée. Aucune amélioration notable ne semble devoir se dessiner d'ici la mi-1983.

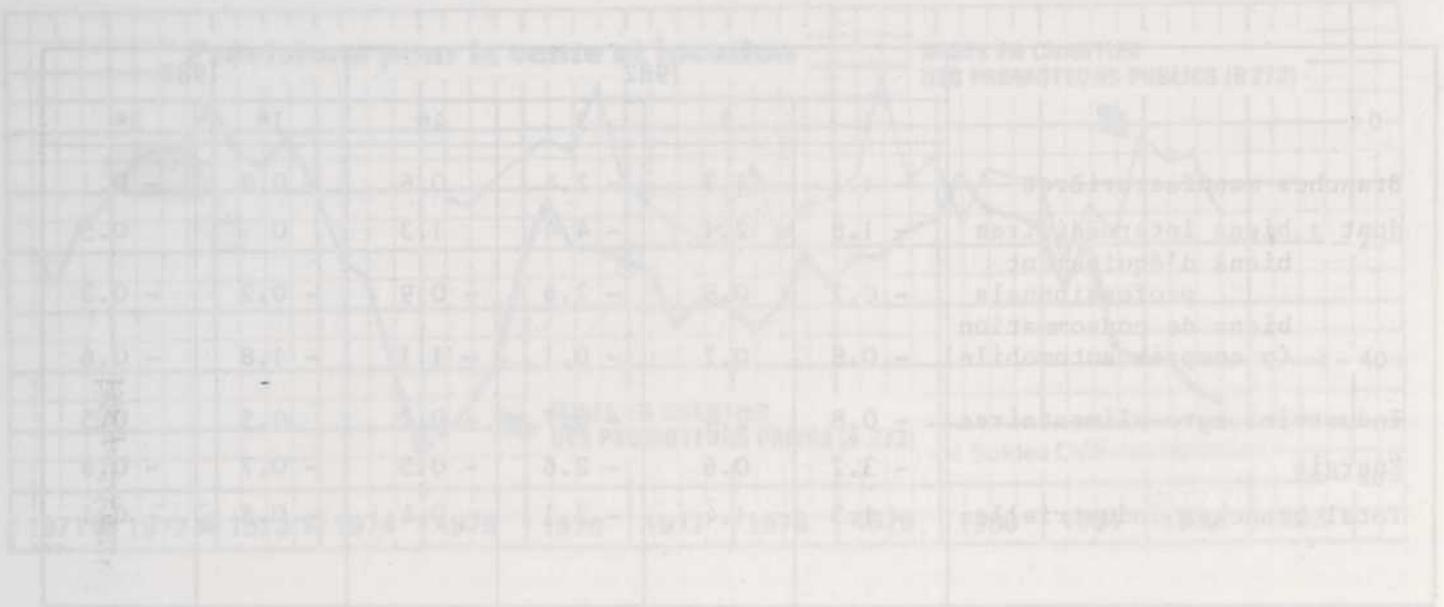
Les achats de logements neufs continuent de diminuer ; cette évolution qui se poursuit maintenant depuis près de trois ans est surtout importante dans le secteur à financement libre. Il en résulte, (outre une stabilisation des prix des logements et des terrains), un recul important des mises en chantier ; celles-ci ont atteint 235.000 sur les sept premiers mois de l'année, soit 18 % de moins que sur la même période de l'année précédente. Dans ces conditions le total des mises en chantier pour 1982 devrait s'établir à moins de 350.000 (contre 400.000 en 1981), d'autant que les prévisions de mises en chantier des promoteurs sont toujours orientées à la baisse.

Dans le bâtiment, l'activité s'est stabilisée au troisième trimestre à un très faible niveau pour le gros oeuvre et a légèrement augmenté pour le second oeuvre ; cependant les carnets de commandes continuent d'être très dégarnis ; les entrepreneurs prévoient donc un léger recul du volume de leurs travaux au cours des prochains mois.

Les statistiques concernant les bâtiments autres que logement font état de baisses importantes pour les mises en chantier ainsi que pour les autorisations (- 25 % et -20 % pour les sept mois connus de 1982 par rapport à la même période de 1981) ; la chute est particulièrement brutale pour les bureaux (- 42 %) et les bâtiments industriels et de stockage (- 27 %) ; il ne semble pas possible d'envisager une amélioration pour les mois à venir en raison des tendances de l'investissement.

Pour les travaux publics, un repli général de l'activité est également observé, qui, s'il est d'ampleur moins importante que pour d'autres secteurs, est également continu depuis environ deux ans. L'opinion des entrepreneurs sur les commandes reçues est cependant légèrement moins pessimiste ; ce qui pourrait se traduire par une tendance à la stabilisation de l'activité au cours des prochains mois.

PERSPECTIVES D'EMPLOI INDUSTRIEL ET TERTIAIRE

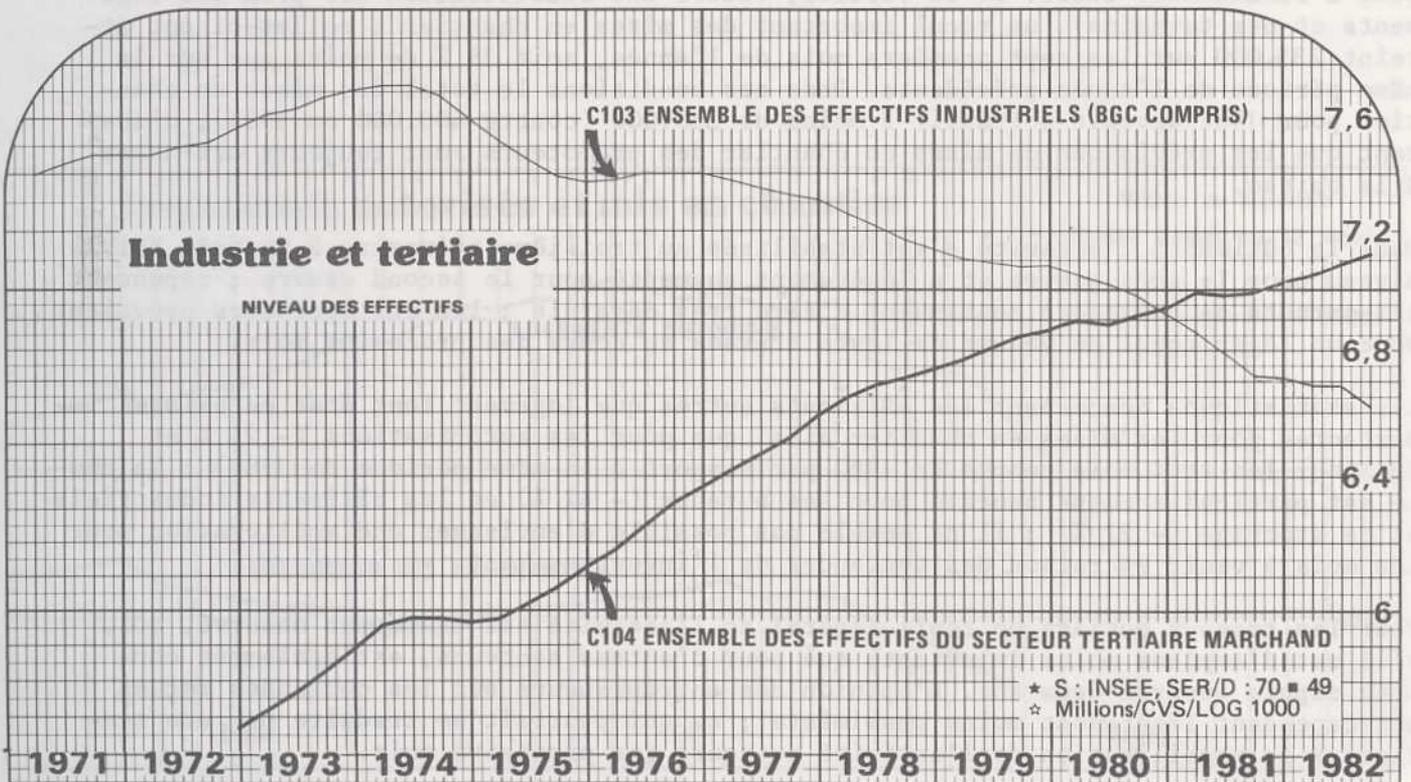


Source : INSEE, SER/D : 70 n° 49  
 \* Millions/CVS/LOG 1000

La situation conjoncturelle de ce secteur qui, à l'instar de l'industrie...  
 1981, et qui par conséquent...  
 1982, ce secteur devrait se maintenir à...

**Industrie et tertiaire**

NIVEAU DES EFFECTIFS



### 3. L'emploi et le chômage

#### a) La durée du travail

Après la baisse importante et rapide de la durée hebdomadaire du travail intervenue fin 1981 - début 1982 (environ une heure en moins) liée à l'application de l'ordonnance de janvier 1982 sur les 39 h, les baisses enregistrées au cours du second trimestre 1982 ont été minimales : - 0,1 heure en données corrigées des variations saisonnières. Les premières indications que l'on possède sur l'évolution de cette durée au cours du troisième trimestre confirment qu'il se situe dans la continuité du second : la baisse serait d'environ - 0,1 heure (en données corrigées des variations saisonnières). Au quatrième trimestre, des réductions contractuelles de la durée hebdomadaire de travail ont été décidées dans quelques entreprises nationales (EDF, Air France, RATP et CEA) ; de ce fait, la baisse pourrait y être de l'ordre de 0,04 heure. Au total, la durée du travail baisserait d'environ 3 % entre les 1er janvier 1982 et 1983 (c'est-à-dire d'un peu plus d'une heure).

Au 1er janvier 1983, en effet, doit intervenir, sur la base d'accords contractuels, une baisse d'1/2 heure dans la métallurgie (accord concernant environ 2 Millions de salariés) et d'1 heure dans la chimie (environ 160.000 salariés concernés). Ces accords représentent l'essentiel de la baisse prévisible en début d'année 1983. Cependant, une légère baisse supplémentaire peut intervenir au cours du second trimestre 1983, principalement par la mise en oeuvre des nouvelles formes de contrat de solidarité (cf. Chapitre II).

#### b) Les effectifs

Les effectifs salariés, qui progressaient légèrement au premier semestre, ont baissé de 0,1 % au troisième trimestre ; le retournement est particulièrement net dans l'industrie où, après une stabilisation au premier semestre, une baisse de 0,8 % est enregistrée. L'inflexion entre les deuxième et troisième trimestres est la plus notable dans les industries de biens d'équipement (- 0,7 % après + 0,3 %) et de biens de consommation (- 0,8 % après + 0,2 %). Mais elle est aussi nette dans les biens intermédiaires (- 0,1 % au deuxième trimestre ; - 1,0 % au troisième) et dans les IAA (respectivement - 0,3 % puis - 1,0 %). La diminution des effectifs du BTP témoigne toujours de l'importante récession qui affecte ce secteur (- 1,3 % au premier trimestre ; - 0,9 % au deuxième ; - 1,1 % au troisième). Depuis le début de l'année, près de 50.000 emplois nets ont été ainsi supprimés. Enfin, dans les secteurs tertiaires marchands, la progression des effectifs se poursuit à un rythme ralenti de l'ordre de 2 % l'an. Le léger ralentissement observé entre le deuxième (+ 0,8 %) et le troisième trimestre (+ 0,5 %) est dû à une moindre croissance des effectifs des services marchands (+ 0,7 % après + 1,1 %) et des organismes financiers (+ 0,7 % après + 1,0 %). Dans les commerces, les effectifs salariés sont toujours en légère augmentation (+ 0,3 % au troisième trimestre), l'évolution dans les commerces de détail notamment alimentaires (+ 1,0 %) faisant plus que compenser la faible diminution enregistrée dans les commerces de gros. Enfin, la croissance des effectifs du poste "transports-télécommunications" (+ 0,6 %) reste liée aux embauches effectuées dans les PTT (+ 1,3 %).

L'inflexion des effectifs au troisième trimestre est à relier avec la baisse de la production qui y est enregistrée ; on peut cependant penser qu'elle a été accentuée par le décalage qui existe entre les départs en préretraite liés aux contrats de solidarité et les embauches consécutives, soit que les offres, portant généralement sur des emplois qualifiés, soient difficiles à satisfaire rapidement, soit que les entreprises retardent volontairement les recrutements en période de mauvaise conjoncture. Une estimation très grossière amènerait à imputer à cette cause au maximum 0,2 % de baisse des effectifs industriels hors BTP et 0,15 % de baisse pour l'ensemble des secteurs marchands non agricoles. Sans ce facteur, on arriverait donc à une quasi-stabilité des effectifs globaux au cours du troisième trimestre correspondant à une baisse des effectifs industriels de l'ordre de 0,5 à 0,6 % et à une augmentation de 0,6 % de l'emploi tertiaire marchand. Ces perturbations liées aux contrats de solidarité risquent d'affecter encore en baisse les résultats du quatrième trimestre 1982, avec un rattrapage seulement au cours de l'année 1983.

Pour cette raison et aussi à cause de la baisse de production, les effectifs industriels devraient encore baisser au quatrième trimestre, de l'ordre de - 0,4 %. Cette tendance subsisterait au premier semestre 1983, du fait de la poursuite de l'infléchissement de la production et en réaction au maintien de situations financières dégradées ; toutefois le rythme de réduction (0,5 % par trimestre) serait nettement inférieur à celui observé au début de 1981, grâce à l'effet des contrats de solidarité (cf. Chapitre II).

Dans le bâtiment et les travaux publics, rien ne semble devoir infléchir la tendance de contraction des effectifs (- 4 % l'an) d'ici la mi-1983. Mais la poursuite de la croissance des effectifs du tertiaire marchand, qui ne devrait que faiblement se ralentir, assurera une quasi stabilité des effectifs d'ici l'été.

#### Evolution des effectifs salariés

(Glissements trimestriels ; %)

	Effectifs au 1.1.82 (milliers)	1982				1983	
		I	II	III	*IV	*I	*II
Industrie .....	5258	- 0.1	+ 0.1	- 0.8	- 0.4	- 0.5	- 0.5
Bâtiment et travaux publics ..	1451	- 1.3	- 0.9	- 1.1	- 1.0	- 0.9	- 0.9
Tertiaire marchand .....	7015	+ 0.4	+ 0.8	+ 0.5	+ 0.4	+ 0.4	+ 0.4
Ensemble des secteurs marchands non agricoles	13724	+ 0.01	+ 0.35	- 0.13	- 0	- 0.1	- 0.1

\*prévision

#### c) Le marché du travail

L'évolution récente du marché du travail se caractérise par une stabilisation du nombre des demandeurs d'emplois: 2 045 000 fin octobre contre 2 042 000 fin juin, en données corrigées des variations saisonnières. La très légère baisse enregistrée au troisième trimestre n'avait pas été observée depuis 1977, année de mise en place d'un Pacte pour l'Emploi particulièrement important. L'analyse des flux d'inscriptions à l'ANPE permet d'expliquer cette évolution : d'un côté le nombre d'entrées en chômage pour perte d'emploi salarié a diminué par rapport à ce qu'il était un an auparavant, et ceci bien que la croissance des entrées liées à une fin de contrat à durée déterminée se poursuive ; de l'autre côté, le volume des inscriptions de jeunes à la recherche d'un premier emploi n'est pas plus élevé que l'an passé, après avoir été en progression sensible au cours du premier semestre. On note même au cours des derniers mois une baisse relative des inscriptions de jeunes de moins de 18 ans qui doit bien sûr être rapprochée de la mise en place du dispositif d'insertion des "16-18 ans". Le nombre de nouveaux demandeurs en reprise d'activité continue à progresser, mais son poids relatif reste faible.

Le stock d'offres en fin de mois a continué à progresser au cours de l'été. Ceci peut s'expliquer en grande partie par l'effet des contrats de solidarité : d'une part, l'obligation est faite aux entreprises de déposer à l'Agence les offres correspondant aux départs de salariés en préretraite ; d'autre part il apparaît que l'"écoulement" de ces offres est plus lent que celui des autres offres d'emploi.

Le nombre de demandeurs d'emploi corrigé des variations saisonnières ne devrait guère varier jusqu'en fin d'année, c'est-à-dire que l'accroissement du chômage au cours de l'année 1982 devrait être de l'ordre de 160.000 (+ 8 %). Au cours du premier semestre 1983, le nombre de demandeurs d'emploi devrait à nouveau connaître une progression, du fait de la légère diminution des effectifs et du moindre impact des mesures de lutte contre le chômage. Il pourrait atteindre fin juin un niveau de l'ordre de 2 150 000 en données corrigées des variations saisonnières.